



**Arrêté n° 2023-27**  
**Portant réglementation du stationnement et de la circulation**

**RUE DE L'AERODROME**

Le Maire,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10,

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

**VU** la demande en date du 17/10/2023 émise par l'entreprise STPB demeurant 865 Chemin de Bellegarde - ZI du Tinga 40140 MAGESCQ représentée par Monsieur Guillaume NAPOLITAN aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement et de la circulation,

**CONSIDÉRANT** que des travaux sur réseaux ou ouvrages d'eau potable rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 30/10/2023 au 13/12/2023 RUE DE L'AERODROME,

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 13/11/2023 et jusqu'au 13/12/2023, les prescriptions suivantes s'appliquent RUE DE L'AERODROME : La route sera barrée et une déviation sera mise en place par la route de Oeyreluy et la rue de Puyo à l'exception des riverains.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, l'entreprise STPB. Les lieux et abords seront soigneusement nettoyés et entretenus chaque fois que nécessaire.

**Article 3**

Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Seyresse, le 9 novembre 2023.

Le Maire :

**PHILIPPE DELMON**



**DIFFUSION:**

- L'entreprise STPB
- Le Directeur du SMUR
- Le Chef de Secours Principal de Dax
- Le Responsable de la Régie Départementale de Transport des Landes
- Le Chef de la Brigade de Gendarmerie de Dax
- La Communauté d'Agglomération du Grand Dax pour attribution
- Le Président du Conseil Départemental des Landes

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.